

Canada - United States
Inter-Parliamentary Group
Canadian Section



Groupe interparlementaire
Canada - États-Unis
Section canadienne

**Rapport de la délégation parlementaire canadienne
concernant sa participation au
Congrès national du Parti démocrate**

Groupe interparlementaire Canada-États-Unis

**Charlotte, Caroline du Nord, États-Unis d'Amérique
du 3 au 6 septembre 2012**

Rapport

MEMBRES DE LA DÉLÉGATION ET PERSONNEL

Du 3 au 6 septembre 2012, l'honorable Janis Johnson, sénatrice, et M. Gord Brown, député, coprésidents du Groupe interparlementaire Canada-États-Unis (GIP), ont représenté la Section canadienne du GIP lors du Congrès national du Parti démocrate à Charlotte, en Caroline du Nord. La délégation, qui faisait partie du Forum international des dirigeants organisé par le National Democratic Institute (NDI), était accompagnée de M^{me} June Dewetering, conseillère principale de la Section canadienne.

LE CONGRÈS

C'est à l'occasion du Congrès national du Parti démocrate, tenu tous les quatre ans, que l'on nomme les candidats du Parti à la présidence et à la vice-présidence et que l'on élabore puis adopte la plateforme électorale.

Le NDI est un organisme non gouvernemental et non partisan qui fait la promotion de sociétés démocratiques munies d'un régime politique multipartite et libre qui reconnaissent et défendent les droits de la personne. Dans le but d'établir et de renforcer des institutions et des pratiques démocratiques, le NDI collabore avec des partenaires provenant de plus de 100 pays afin de mettre sur pied des organismes politiques et communautaires, de protéger le processus électoral et d'encourager la participation des citoyens, l'ouverture et la reddition de comptes au sein des gouvernements.

Comme il a été noté précédemment, la délégation de la Section canadienne du GIP a participé au Congrès national par l'entremise du Forum international des dirigeants du NDI. Créé en 1983, le NDI a invité pour la première fois des observateurs internationaux au Congrès en 1984 et leur a permis de prendre part aux activités organisées. En outre, le forum international permet de reconnaître les efforts déployés à l'échelle mondiale pour appuyer le développement de la démocratie.

OBJECTIFS DE LA DÉLÉGATION AU COURS DU CONGRÈS

Le Canada et les États-Unis ont des relations mutuellement avantageuses. Selon des statistiques récentes, huit millions d'emplois américains dépendent du commerce avec le Canada, et deux millions et demi d'emplois canadiens dépendent du commerce avec les États-Unis. En outre, en 2011, les échanges commerciaux entre les deux pays étaient estimés à plus de 700 milliards de dollars, c'est-à-dire plus de 1,9 milliard de

dollars par jour, ou 1,3 million de dollars par minute. À l'heure actuelle, le Canada est le principal pays d'exportation de 35 États américains.

Le Groupe interparlementaire Canada–États-Unis vise à trouver des points de convergence dans les politiques nationales des deux pays, à instaurer un dialogue sur les divergences entre celles-ci et à favoriser les échanges d'information, en plus de permettre aux parlementaires canadiens et américains de mieux comprendre les préoccupations communes. Les membres de la Section canadienne du GIP rencontrent régulièrement leurs homologues fédéraux et, au cours des dernières années, ils ont également assisté à diverses réunions des gouverneurs et législateurs des États américains. Lors de ces activités, les délégués canadiens ont profité des discussions pour aider la Section canadienne à atteindre ses objectifs et à sensibiliser tous les participants à la nature et à l'ampleur de la relation bilatérale entre les deux pays.

Les membres de la Section canadienne ont estimé que le Congrès national du Parti démocrate de 2012 se révélait l'occasion idéale pour observer le processus politique américain et rencontrer certains législateurs fédéraux des États-Unis qui étaient présents. Jugeant que ses membres ont atteint leurs objectifs concernant le Congrès, la Section canadienne entend assister aux prochains congrès nationaux du Parti démocrate.

ACTIVITÉS

Au cours du Forum international des dirigeants du NDI, les délégués ont assisté à des séances portant sur des questions relatives aux élections et à d'autres sujets, notamment les campagnes de publicité électorale, les sondages et les débats. Voici la liste des séances organisées :

- La campagne de 2012 : Le rôle des primaires, des congrès électoraux et des débats présidentiels
- La campagne de 2012 selon les publicités, les anecdotes et les médias
- Comment gouverneraient-ils?
- Les nouvelles frontières des sondages
- Les campagnes électorales au XXI^e siècle
- Investir dans les villes du XXI^e siècle
- Mesures prises par la communauté internationale concernant la pauvreté et le développement humain
- La prochaine administration et le rôle des États-Unis dans le monde

Le présent rapport résume les séances prévues au programme du Forum international des dirigeants. Il ne fait pas état des discours de nature politique.

INTRODUCTION

L'honorable Madeleine Albright, ancienne secrétaire d'État américaine et présidente du National Democratic Institute

- Depuis sa création, le processus démocratique américain est un modèle pour les peuples partout dans le monde.
- La démocratie est le régime politique le plus équitable et le plus efficace.
- Les électeurs ne devraient pas hésiter à exiger ce qu'il y a de mieux.
- Pour le peuple américain, l'élection de 2012 sera la 57^e occasion de choisir librement un dirigeant.
- La plateforme des partis politiques et les discours livrés lors des congrès sont importants.

LA CAMPAGNE DE 2012 : LE RÔLE DES PRIMAIRES, DES CONGRÈS ÉLECTORAUX ET DES DÉBATS PRÉSIDENTIELS

Eugene Robinson, *Washington Post*, a posé des questions aux personnes suivantes :

- L'honorable Frank Fahrenkopf, Jr., Commission des débats présidentiels et ancien président du Comité national du Parti républicain
- L'honorable Paul Kirk, ancien sénateur, Commission des débats présidentiels
- L'honorable Howard Dean, ancien gouverneur du Vermont et ancien président du Comité national du Parti démocratique
- Elaine Kamarck, Université Harvard, ancienne conseillère en politiques de la Maison-Blanche.

***Eugene Robinson* : Les primaires républicaines servent-elles à pousser les candidats à la présidence aux extrêmes, rendant tout consensus impossible après la nomination et créant ainsi une impasse?**

Howard Dean

- Il est vrai, dans une certaine mesure, que les primaires républicaines ont mené des candidats à énoncer des positions qu'ils n'auraient jamais exposées dans d'autres circonstances.
- Les activistes des partis politiques jouent un très grand rôle dans le processus entourant les primaires.

Paul Kirk

- Ce n'est pas nécessairement vrai que les primaires républicaines ont mené des candidats présidentiels à dire des choses qu'ils n'auraient jamais exposées dans d'autres circonstances.
- L'objectif des primaires est de faire participer un plus grand nombre de personnes au processus électoral.
- En règle générale, les activistes participent beaucoup au processus électoral.
- Si l'objectif est de renforcer la démocratie, il n'est pas utile de tomber dans la démagogie puisque les personnes modérées sont alors laissées pour compte.

Elaine Kamarck

- La participation aux primaires du Congrès est relativement basse : en 2010, en moyenne 3 % de l'électorat y a participé, cette proportion atteignant les 7,5 % dans les régions où les luttes étaient plus serrées.
- Le régime politique américain a une nature entrepreneuriale, en ce sens que quiconque souhaite présenter sa candidature pour un siège au Congrès peut le faire.

***Eugene Robinson* : Le processus des primaires encourage-t-il les personnes à adopter des positions polarisées afin de « déjouer » leurs adversaires?**

Frank Fahrenkopf, Jr.

- Il faudrait, au cours des primaires, établir une « infrastructure » qui pourrait être utilisée au cours des élections générales.
- Les primaires ont bien préparé le candidat à la présidence Mitt Romney aux débats avec le président Barack Obama.
- En général, les personnes qui participent aux congrès politiques sont plus droitistes ou gauchistes que la moyenne des partisans.
- Les problèmes que rencontrent les républicains en ce qui concerne le vote de la population hispanophone étaient présents avant que le candidat Mitt Romney n'expose sa position sur l'immigration.

***Eugene Robinson* : Pourquoi accorde-t-on autant d'importance à l'Iowa et au New Hampshire dans le processus politique?**

Paul Kirk

- Il y a trop d'argent en politique, et de trop grandes sommes sont consacrées aux publicités négatives.
- Il est plus facile de mobiliser les petits États.

- Il est important que les partis politiques tiennent compte des opinions de la population au moment d'établir leurs valeurs et leur vision.

Elaine Kamarck

- L'Iowa et le New Hampshire sont les États où il est le plus facile de rencontrer les électeurs en personne.
- Avant 1972, les primaires n'étaient pas un événement majeur. Depuis, l'Iowa et le New Hampshire ont gagné en importance, un phénomène qui n'était pas prévu.

Howard Dean

- Il faut commencer dans les petits États, là où il est possible de faire de la « politique au détail ».
- Il est important d'assurer une diversité sur les plans géographique et ethnique.

***Eugene Robinson* : Les congrès politiques sont-ils plus qu'une tribune permettant de communiquer de l'information ?**

Frank Fahrenkopf, Jr.

- Les congrès politiques sont toujours plus importants pour la personne qui se présente contre le président sortant.
- Les congrès politiques, tenus tous les quatre ans, sont le seul moment où les activistes se rassemblent.
- La télévision ne montre pas tout ce qui se produit au cours des congrès politiques.

Paul Kirk

- Il faut envisager les congrès politiques dans le contexte des élections générales comme un moyen de remporter la présidence.
- Les congrès politiques sont une occasion d'unir les partis.
- S'il s'avère impossible pour un parti de « gérer ses propres affaires », il y a peu de chance qu'il soit en mesure de gouverner un pays.

***Eugene Robinson* : En 2016, quelle sera la durée des congrès nationaux ?**

Howard Dean

- En 2016, le Congrès national du Parti démocratique durera probablement trois jours.

- Les congrès politiques sont comme des publiereportages sans aucune censure.

Elaine Kamarck

- Certaines personnes estiment que les congrès politiques sont désuets puisque les candidats sont sélectionnés lors des primaires, mais il est important de noter que ce n'est pas toujours le cas. Mentionnons les cas de 1972, de 1976 et de 1980, et le fait que les congrès jouent un rôle juridique en ce qui concerne les nominations.
- Les congrès politiques sont l'occasion pour les partis de se rassembler tous les quatre ans.
- Les congrès politiques permettent aussi de repérer les membres les plus prometteurs.

Frank Fahrenkopf, Jr.

- Les journalistes couvrent la plupart des principaux éléments des congrès politiques.
- Les congrès politiques sont un moyen de faire connaître les membres prometteurs d'un parti politique.

***Eugene Robinson* : Pourquoi les débats sont-ils importants?**

Paul Kirk

- Les électeurs se lassent de la multiplication des publicités politiques payées.
- Les débats politiques sont pour les Américains l'occasion de voir les candidats à la présidence et à la vice-présidence dans un environnement moins « artificiel », plus « authentique ». Les débats sont, en fait, un moment unique.
- Les débats permettent aux Américains d'observer les différences entre les partis politiques. En 2012, la différence ne pourrait être plus claire.

Frank Fahrenkopf, Jr.

- Le premier débat présidentiel a eu lieu en 1960 entre le sénateur John Kennedy et le vice-président Richard Nixon, mais il a fallu attendre 16 ans avant qu'un autre débat ne soit organisé.
- Après avoir accordé sa grâce à Richard Nixon, le président Gerald Ford a participé à un débat avec le candidat présidentiel Jimmy Carter.
- En 1980, John Anderson, candidat indépendant, a participé au premier débat présidentiel, mais le président Carter a refusé de débattre avec lui et Ronald Reagan. Toutefois, Anderson n'avait pas assez d'appuis pour participer au

deuxième débat. Le Président Carter a donc affronté le gouverneur Ronald Reagan.

***Eugene Robinson* : Quel est votre moment favori parmi tous les débats présidentiels de l'histoire?**

Howard Dean

- Pour moi, ce fut lorsque, au cours du débat à la vice-présidence, Lloyd Bentsen a indiqué au vice-président Dan Quayle qu'il n'était pas le président John Kennedy.

Elaine Kamarck

- Pour ma part, un de mes moments favoris s'est produit pendant le débat présidentiel de 1984. Le président Ronald Reagan a dit qu'il ne ferait pas un plat de la jeunesse et du manque d'expérience de l'ancien vice-président Walter Mondale.

***Eugene Robinson* : Quelle est la fonction de la « spin room »?**

Elaine Kamarck

- La « spin room » sert à présenter aux médias les moments forts du débat : les meilleurs coups du candidat et les fautes de l'adversaire.
- Le « spin » influence la soirée du débat et les cinq ou six jours suivants où les électeurs réfléchissent au débat.

Frank Fahrenkopf, Jr.

- Lors des élections de 2008, 38 % des votes ont été exprimés avant le jour de l'élection. Cette année, cette proportion pourrait atteindre 40 %.
- Compte tenu de la popularité croissante du vote par anticipation, certains se demandent s'il ne serait pas préférable de tenir les débats plus tôt au cours de la campagne.

Howard Dean

- Au Vermont, il est possible de modifier son vote si celui-ci a été effectué à l'aide d'un bulletin de vote d'un absent.
- En règle générale, les personnes qui votent par anticipation ne changent pas d'idée.
- L'élection actuelle est polarisée : chaque parti obtient l'appui de 45 % de l'électorat, le 10 % restant ne votera probablement pas par anticipation.

LA CAMPAGNE DE 2012 SELON LES PUBLICITÉS, LES ANECDOTES ET LES MÉDIAS

Mika Brzezinski, journaliste de MSNBC, et Joe Scarborough, ancien membre de la Chambre des représentants et journaliste de MSNBC, ont présenté leurs opinions et posé des questions aux personnes suivantes :

- Mark Halperin, auteur, *TIME* Magazine, Time.com et MSNBC
- John Heilemann, auteur, *New York Magazine* et NYMag.com
- Sam Stein, *The Huffington Post*
- Michael Steele, ancien président du Comité national du Parti républicain

***Joe Scarborough* : Dans quelle mesure les médias doivent-ils jouer un rôle « d'arbitre » au cours de la campagne électorale, par exemple, en relevant les publicités citant de fausses informations?**

John Heilemann

- Les journalistes ne sont pas des experts en politiques et peuvent ne pas se sentir en mesure d'évaluer la véracité des allégations.
- Lorsque l'on travaille avec des délais, il n'y a parfois pas assez de temps pour confirmer l'exactitude des faits, ce qui donne lieu à des tournures au conditionnel comme « serait faux ».

***Joe Scarborough* : Les médias sont-ils objectifs?**

Mika Brzezinski

- Il est possible que personne ne croie en l'objectivité des médias.
- Les manchettes sont diluées par des reportages qui ne relèvent pas de la nouvelle, comme les divertissements.

Sam Stein

- Les médias n'ont pas un parti pris pour la droite ou la gauche; ils ont plutôt un penchant pour les conflits.

Joe Scarborough

- Les réseaux de nouvelles ont presque exclusivement un parti pris libéral.

***Joe Scarborough* : Les médias devraient-ils clairement révéler leurs « partis pris » en avertissant le public lorsqu'ils présentent leurs opinions plutôt que d'entretenir une façade objective?**

Mark Halperin

- Il faut donner la priorité aux solutions.
- Les républicains estiment que les médias sont contre eux.
- Les médias ne s'intéressent qu'aux conflits.
- Le pays a besoin d'un électorat bien informé par des sources d'information crédibles et objectives.

***Mika Brzezinski* : Dans quelle mesure la transparence des médias concernant leurs partis pris serait-elle utile?**

Mark Halperin

- Il nous faut des personnes objectives.

Mika Brzezinski

- Les médias n'ont pas besoin d'énoncer leur avis avec transparence. Ils doivent plutôt veiller à exposer tous les points de vue.

Michael Steele

- Il arrive souvent que les médias reprennent le discours de la classe politique, peu importe la véracité des renseignements.
- Les médias peuvent décider de ne pas rapporter la vérité si un mensonge permet de renforcer ce discours politique.

Sam Stein

- Les médias doivent établir leur crédibilité et gagner la confiance du public.

***Joe Scarborough* : Pourquoi les candidats présidentiels sont-ils en mesure d'éviter les journalistes et d'utiliser Internet pour communiquer leurs messages?**

Mark Halperin

- Les candidats présidentiels ont horreur de prendre des risques, et les médias ont perdu leur crédibilité.
- Les médias tentent de piéger les candidats et les mettre dans l'embarras.

John Heilemann

- Pour les médias, l'accès est fondamental.

- De moins en moins de réseaux de nouvelles ont les moyens de placer un journaliste au sein de l'équipe électorale d'un candidat, et les réseaux qui peuvent se le permettre envoient souvent de jeunes journalistes inexpérimentés. Les candidats peuvent éprouver de la réticence à parler à ces journalistes.

Mika Brzezinski

- Les candidats décident d'accorder une entrevue en partie selon la crédibilité de l'intervieweur.
- Le candidat à la présidence Romney n'accorde des entrevues qu'au réseau Fox.

Michael Steele

- Puisque l'attaque est la meilleure forme de défense, les candidats ne devraient pas éviter les journalistes intelligents.

Joe Scarborough : Quels ont été les moments déterminants de la campagne de 2008?

Sam Stein

- Les SuperPAC (Super Political Action Committee, « super comité d'action politique ») ont grandement bouleversé l'évolution des élections.
- Les SuperPAC peuvent « acheter » les élections dans un État.

Joe Scarborough : Les médias sont-ils tenus de « crier à l'injustice »?

John Heilemann

- Les électeurs ne font pas le lien entre le comité d'action politique Restore Our Future et le SuperPAC du candidat présidentiel Romney.
- De nombreuses publicités semblent anonymes lorsqu'elles ne sont pas suivies du message « Publicité approuvée par ____ ».

Sam Stein

- Les journalistes doivent obtenir l'information pour le public.

Michael Steele

- La presse cible les donateurs.

Mika Brzezinski : Est-ce que l'on s'attend à ce que les électeurs ignorent volontairement la relation entre les candidats et les SuperPAC?

John Heilemann

- Ce qui est avantageux pour une personne l'est aussi pour l'autre.

Joe Scarborough : Est-ce que les deux partis politiques se permettent plus que jamais de manipuler les faits?

Michael Steele

- Les publicités politiques sont conçues pour provoquer une réaction épidermique et faire parler le public (« Avez-vous vu cette publicité? »)
- Les publicités sont conçues pour tirer parti des créneaux publicitaires de 30 secondes pendant les émissions télévisées que regardent les électeurs.

Sam Stein

- Au sujet de la malhonnêteté, les avantages dépassent les conséquences.

COMMENT GOUVERNERAIENT-ILS?

Norman Ornstein, de l'American Enterprise Institute, et John Fortier, du Bipartisan Policy Center, ont dirigé la discussion entre les personnes suivantes :

- Tom Daschle, ancien leader de la majorité au Sénat américain
- Scot Lehigh, The Boston Globe
- Vin Weber, ancien membre de la Chambre des représentants américaine
- John Podesta, ancien chef d'état-major à la Maison-Blanche
- Ryan Lizza, The New Yorker.

Norman Ornstein : Que peut-on dire du fait que, lorsque le candidat à la présidence Mitt Romney était gouverneur du Massachusetts, l'Assemblée législative de l'État était composée à 85 % de membres du Parti démocrate

Scot Lehigh

- Lorsqu'il était gouverneur du Massachusetts, Mitt Romney était entouré d'un bon cabinet et il y avait peu de cas de népotisme. Toutefois, dans certains dossiers – à l'exception de « Romneycare » – le gouverneur Romney faisait des propositions, mais elles n'aboutissaient pas.
- Il était plus facile pour Romney, lorsqu'il était gouverneur, de travailler avec les républicains de l'Assemblée législative du Massachusetts.

Norman Ornstein : Si Mitt Romney est élu président, de quelle manière aborderait-il ce groupe particulier de républicains au Congrès?

Vin Weber

- S'il est élu président, Mitt Romney aura de la difficulté avec les républicains conservateurs.

John Fortier : Si Mitt Romney est élu président, aurait-il plus tendance à collaborer avec les leaders du Tea Party, comme le Président John Boehner, ou avec ses membres?

Vin Weber

- S'il est élu président, Mitt Romney tendrait probablement la main aux membres du Congrès.

Norman Ornstein : Est-ce que l'équipe de la campagne de Mitt Romney est consciente que, si son candidat est élu, il faudra immédiatement se pencher sur les dossiers financiers?

Vin Weber

- Si les républicains souhaitent mettre en œuvre une stratégie, les décisions seront probablement prises par les leaders au Sénat.

Norman Ornstein : Est-ce que le candidat à la vice-présidence Paul Ryan serait un bon intermédiaire entre la Maison-Blanche et le Congrès?

Ryan Lizza

- Le Parti républicain est en grande partie dirigé par son « aile » du Congrès.
- Les raisons qui ont mené Mitt Romney à choisir Paul Ryan comme candidat à la vice-présidence ne sont pas claires. Ce pourrait être pour ses liens avec le Congrès, pour son bon « parcours » en tant que conservateur ou pour son leadership intellectuel.

Norman Ornstein : Le candidat à la vice-présidence Paul Ryan est-il une figure emblématique du Tea Party?

Ryan Lizza

- Paul Ryan est affilié à la faction conservatrice du Parti républicain.
- Il a fait « échouer » trois mesures visant à régler les questions financières, notamment la Commission nationale sur la responsabilité et la réforme financière et le plan du Gang of Six.

- Les propositions financières n'aboutissent pas sans l'approbation officielle de Paul Ryan.

Vin Weber

- Paul Ryan a fait sa propre éducation en économie de croissance, et non en économie d'austérité.
- Il n'entretient pas de lien avec l'aile du Parti républicain qui prône l'austérité.

John Fortier : Si Barack Obama est réélu à la présidence, quelle serait sa relation avec le Congrès, quel serait le rôle du Sénat et Obama serait-il en mesure d'obtenir l'appui du parti opposé?

Tom Daschle

- S'il obtient un second mandat, Obama n'aura pas à se présenter devant l'électorat une troisième fois. Il pourrait donc agir comme un véritable homme d'État plutôt que de faire de la politique.
- Le leadership et la personnalité sont des facteurs importants.
- Le 113^e Congrès devra se pencher sur certains dossiers, comme la réforme fiscale et le mur financier.
- Il est peu probable que les relations soient plus saines durant le second mandat qu'elles ne l'ont été au cours du premier.

Norman Ornstein : Que nous réserve l'avenir si l'on tient compte du fait que certains sénateurs cherchent des solutions, que le Tea Party a de plus en plus de poids au Sénat et que la Chambre des représentants se polarise?

Tom Daschle

- L'avenir risque d'être compliqué. Certaines personnes demeurent en poste, mais on voit arriver des nouveaux venus plus belligérants.

Norman Ornstein : Que peut-on dire du Président Boehner?

Vin Weber

- Le Président Boehner est un législateur et il sait comment, au besoin, travailler avec les représentants des deux partis.
- La réduction du crédit souverain des États-Unis pourrait provoquer des changements de comportement.
- Parfois, il est plus facile de prendre une seule mesure d'envergure que d'adopter plusieurs petites mesures.

John Podesta

- L'équilibre du pouvoir va changer puisque le Congrès devra se pencher sur le mur financier et d'autres dossiers.

Tom Daschle

- Le président Obama ne devrait pas adopter une position que les républicains ne pourront pas appuyer, comme ce fut le cas avec le système de soins de santé (Obamacare).

John Fortier : Quelles seront les priorités d'Obama s'il est réélu?

Ryan Lizza

- Peu importe qui remporte les élections, il est clair qu'une des principales priorités, voire la principale priorité, du président sera de régler le problème du mur financier.
- Après avoir réglé ce dossier, le président devra se pencher sur l'immigration, les changements climatiques et la prolifération nucléaire.
- En ce qui concerne la politique étrangère, il faudra se pencher sur le virage vers l'Asie.

Norman Ornstein : Les États-Unis doivent-ils encourager la communauté internationale à offrir de l'aide financière aux pays qui en ont besoin?

Vin Weber

- Mitt Romney a un solide groupe consultatif en matière de politique étrangère.
- Le Parti républicain a grandement réfléchi aux questions relatives à l'aide internationale.
- Les compressions budgétaires peuvent avoir des effets destructeurs.
- L'aide internationale provenant du secteur privé « gonfle » celle du secteur public.

John Fortier : Peut-on s'appuyer sur les mesures qu'a prises Mitt Romney lorsqu'il était gouverneur du Massachusetts pour mieux comprendre quelle serait sa politique étrangère?

Scot Lehigh

- La politique étrangère de Mitt Romney ne diffère pas beaucoup de celle du président Obama.

Tom Daschle

- La secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton, a fait un travail exemplaire.

Norman Ornstein : Est-ce que le fait d'obtenir un second mandat mène le président à donner plus d'importance à la politique étrangère?

John Podesta

- Les défis actuels sont d'ordre national.

Tom Daschle

- Les problèmes nationaux sont souvent cruciaux.

LES NOUVELLES FRONTIÈRES DES SONDAGES

Katty Kay, de la BBC, a dirigé la discussion entre les personnes suivantes et leur a posé des questions :

- Peter Hart, Hart Research Associates
- Stan Greenberg, Greenberg Quinlan Rosner Research
- Jon Cohen, *Washington Post*
- Whit Ayres, North Star Opinion Research

Peter Hart

- Selon un sondage, deux Américains sur trois estiment que les États-Unis ne sont pas sur la bonne voie.
- Les répondants ne sont pas optimistes par rapport à l'économie.
- Aux États-Unis, la « banque de confiance » est défaillante.
- Les répondants au sondage estiment que les États-Unis perdent leur place sur la scène internationale alors que la Chine s'affirme de plus en plus.
- De plus en plus d'Américains sont d'avis que la prochaine génération connaîtra une situation moins favorable que la génération actuelle.
- Pour la plupart des Américains, la perte d'emploi et la forclusion ont touché un membre de la famille proche.
- Quand les Américains ont confiance en leur économie nationale, le président sortant s'en tire habituellement bien lors des élections. Ainsi, la situation n'est pas rose pour Obama et le Parti démocrate.
- On remarque que, au cours des élections de 2012, les jeunes et les électeurs hispanophones – qui appuient depuis longtemps le Parti démocrate et le président Obama – s'impliquent moins qu'au cours des élections précédentes.

- Les électeurs sélectionneront le candidat qu'ils aiment et qui leur inspire le plus confiance. Ils voteront pour le candidat qui, à leurs yeux, fera « avancer » les États-Unis de nouveau.
- Environ 36 % des répondants ont une opinion négative de Mitt Romney parce qu'il refuse de dévoiler ses déclarations de revenus.

Stan Greenberg

- Il faut observer ce qui s'est produit aux États-Unis au cours des 30 dernières années et placer la classe moyenne au cœur de la politique et des politiques.
- Le « rêve de la classe moyenne » a de moins en moins de chance de se réaliser.
- Aux États-Unis, l'endettement augmente, le nombre d'emplois diminue et le pouvoir d'achat décline depuis longtemps. Ces réalités étaient en place avant l'arrivée de la crise financière et économique mondiale.
- De nombreux Américains estiment que l'ancien président George W. Bush est responsable des difficultés économiques actuelles des États-Unis.
- En moyenne, les personnes qui trouvent un nouvel emploi après s'être retrouvées au chômage ont un salaire 20 % moins élevé.
- La population veut savoir ce que compte faire leur président à long terme.

Whit Ayres

- En raison du chômage et du sous-emploi, les électeurs américains sont effrayés et, du point de vue politique, les personnes agissent différemment sous l'effet de la peur.
- Si l'on compare les deux candidats présidentiels, Obama fait moins bonne figure en ce qui concerne la capacité de « gérer » l'économie.

Jon Cohen

- Pendant plus d'un an, le président Obama a été sévèrement critiqué pour sa « gestion » de l'économie.
- Les répondants au sondage estiment que Mitt Romney est plus apte à gérer l'économie, mais qu'Obama comprend mieux les préoccupations économiques de la population, qu'il a une plus grande capacité d'empathie et qu'il est plus sympathique.
- Bon nombre d'électeurs ont déjà arrêté leur choix. Un très grand nombre de personnes ne s'en tiennent qu'aux partis.

Katty Kay : Comment évoluent les sondages?

Whit Ayres

- Les téléphones cellulaires changent la manière dont on mène les sondages. Il faut désormais s'assurer de sonder les personnes qui possèdent un téléphone cellulaire.
- Les appels automatisés ne fonctionnent pas avec les cellulaires.
- Le public ne veut pas parler à des sondeurs au téléphone, ce qui pourrait faire augmenter le recours aux sondages en ligne.

Katty Kay : De quelle manière les sondeurs trouvent-ils les personnes qui « valent la peine » d'être sondées?

Stan Greenberg

- Il n'y a pas beaucoup d'électeurs flottants.
- On communique avec les personnes sur leur cellulaire et par Internet.
- Les changements démographiques changent la façon dont on effectue les sondages.
- L'élément le plus important à prendre en considération est le « cadre narratif » : quels sont les principaux enjeux de l'élection?

Whit Ayres

- Dans les pays du tiers monde, il est très difficile d'effectuer des sondages, même si la majorité de la population possède un téléphone cellulaire.

Peter Hart

- Il arrive de plus en plus souvent que des sondages soient menés avant que la population n'ait eu le temps de se faire une opinion ferme.

Jon Cohen

- Au fil du temps, il est devenu de plus en plus facile de recueillir de l'information.
- Pour s'assurer d'avoir un échantillon aléatoire, il faut sonder les adultes possédant un téléphone cellulaire.
- Aucun échantillon ne représente fidèlement l'électorat américain.
- Les gens consultent les résultats de sondages pour différentes raisons. Toutefois, il ne faut pas considérer les sondages comme des prédictions, mais plutôt comme des outils donnant de l'information.
- La méthodologie des sondages est essentielle. La population sondée comprend-elle des personnes possédant des téléphones cellulaires? L'échantillon comprend-il tant des personnes vivant en milieu urbain que des personnes vivant en milieu rural?

Katty Kay : De quelle manière les équipes de campagne utilisent-elles les sondages?

Whit Ayres

- Les équipes utilisent l'information que fournissent les sondages pour déterminer quels enjeux sont importants aux yeux des électeurs et quels messages les interpellent.

Peter Hart

- Le président Obama et le candidat Mitt Romney doivent faire preuve de leadership et présenter la voie que doivent suivre les États-Unis.

LES CAMPAGNES ÉLECTORALES AU XXI^e SIÈCLE

Riz Khan, de la chaîne anglaise d'Al Jazeera, a posé des questions aux personnes suivantes :

- Gigi Sohn, Public Knowledge
- Mindy Finn, Twitter
- Andy Bleeker, Hill & Knowlton.

Riz Khan : Qu'est-ce qui a changé dans la manière d'aborder les enjeux?

Gigi Sohn

- La technologie a placé les politiciens sur un même pied et a resserré leur obligation de rendre des comptes.
- La technologie met au jour les ententes conclues en catimini.

Riz Khan : De quelle manière les organismes réagissent-ils par rapport au fait que la technologie place tout le monde sur un pied d'égalité?

Mindy Finn

- La technologie a un grand pouvoir d'égalisation. Tous ont désormais les mêmes chances, mais les résultats ne sont pas nécessairement les mêmes.
- L'argent n'est plus le facteur déterminant le résultat des élections.
- La population peut s'assembler en ligne et sa voix peut avoir plus de poids que l'argent. Cela ne signifie toutefois pas qu'elle gagnera à tout coup.
- La technologie fait tomber les murs et transcende le temps.
- La grande majorité du travail d'organisation se passe en ligne.

Riz Khan : De quelle manière les campagnes présidentielles ont-elles changé?

Andrew Bleeker

- De nombreux éléments « fondamentaux » de la campagne demeurent les mêmes. L'argent est encore important, les électeurs doivent s'inscrire sur les listes et il faut les inciter à aller voter.
- Il faut se souvenir de ces trois piliers : message, argent et mobilisation.
- La mobilisation en ligne a permis de renforcer la mobilisation « hors ligne ».
- Grâce à la technologie numérique, il est possible de diffuser rapidement un message sans pourtant avoir un grand budget de publicité.

Riz Khan : Compte tenu du phénomène croissant de l'apathie des électeurs, est-il possible que la technologie numérique encourage davantage de personnes à voter?

Andrew Bleeker

- La technologie numérique changera probablement le taux de participation des électeurs, mais il ne faut pas oublier que ce sont les États qui déterminent la manière de voter et le moment du scrutin.
- Il est important de susciter l'enthousiasme de la population par rapport aux élections puis d'exciter cet enthousiasme.

Mindy Finn

- Une crise constitue autant un risque qu'une chance à saisir.
- Les personnes devraient s'adresser aux autres de la même manière qu'elles souhaiteraient être traitées.

Gigi Sohn

- Il est important d'interpeller les électeurs, de maintenir leur intérêt et d'établir une relation personnelle avec eux.

INVESTIR DANS LES VILLES DU XXI^e SIÈCLE

Charles Ogletree, de l'université Harvard, a posé des questions aux personnes suivantes :

- Anthony Foxx, maire de Charlotte, Caroline du Nord
- Michael Nutter, maire de Philadelphie, Pennsylvanie
- Matteo Renzi, maire de Florence, Italie
- Annise Parker, maire de Houston, Texas

Charles Ogletree : Dans quelle mesure les villes ont-elles la même utilité qu'un laboratoire?

Anthony Foxx

- Les villes sont des laboratoires.
- L'infrastructure et l'urbanisme représentent la façon dont les leaders du passé envisageaient l'avenir de la ville.
- L'objectif est de ne pas causer de conséquences indues pour l'environnement et de promouvoir le développement durable.

Michael Nutter

- Les villes sont des incubateurs d'innovation.

Annise Parker

- L'objectif est de protéger l'environnement et d'assurer le développement durable.

Matteo Renzi

- Les villes sont des incubateurs d'innovation.
- La priorité de certaines villes est de conserver le patrimoine culturel.

Charles Ogletree : Dans quelle mesure les villes se font-elles concurrence pour attirer des entreprises et des résidents, et de quelle manière le font-elles?

Michael Nutter

- Les villes font concurrence à d'autres régions des États-Unis et du monde pour attirer des entreprises et des résidents.
- Les villes devraient avoir pour objectif d'encourager l'innovation et l'entrepreneuriat et d'établir un milieu favorisant la création d'emplois.

Annise Parker

- Les villes peuvent orienter leur développement selon le contexte régional.
- Les villes se font concurrence à l'échelle mondiale.

Anthony Foxx

- Les villes devraient concentrer leurs efforts sur les commodités qui améliorent la qualité de vie et la création d'un milieu favorable aux entreprises.

Matteo Renzi

- En Italie, il est difficile de surmonter les lourdeurs administratives.

Charles Ogletree : Quelles sont les priorités des villes pour l'avenir?

Annise Parker

- En plus d'attirer la « crème » de la main-d'œuvre partout dans le monde, les villes devraient également former leur propre main-d'œuvre qualifiée.

Anthony Foxx

- Il faut combler les écarts de rendement dans les écoles.

Michael Nutter

- La diversité – y compris le respect du genre, de la race et de la religion – devrait être considérée comme une force.
- Il faudrait encourager les petites entreprises à exporter leurs produits et leurs services.
- Puisque la planète « rétrécit », il faut apprendre à connaître les autres peuples.

Matteo Renzi

- À Florence, le passé et l'avenir vont de pair.
- Les villes sont les capitales de la mondialisation.

Charles Ogletree : Quels défis attendent les villes au cours de la prochaine décennie?

Anthony Foxx

- Il faut revoir les administrations locales. Les considérations politiques ne sont plus aussi importantes qu'avant.
- Les gens s'établissent dans une région, mais pas nécessairement dans une ville.

Michael Nutter

- Il est nécessaire d'investir dans l'éducation pour assurer l'innovation.
- Il faut revoir la façon dont l'éducation est financée.
- L'éducation devrait faire partie des éléments de défense nationale des États-Unis.

Annise Parker

- La priorité pour les 10 prochaines années devrait être l'éducation et les investissements pour reconstruire l'infrastructure des États-Unis, notamment les autoroutes, les ponts et les réseaux d'aqueduc.
- Les dépenses devraient être effectuées en toute transparence, et les contribuables devraient avoir l'impression que leur argent est utilisé à bon escient.

Matteo Renzi

- Pour les 10 prochaines années, la priorité devrait être le développement durable, l'éducation et la culture.

MESURES PRISES PAR LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE CONCERNANT LA PAUVRETÉ ET LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN

Michael Elliott, de la Campagne ONE, a posé des questions aux personnes suivantes :

- Morgan Tsvangirai, premier ministre du Zimbabwe
- Tom Daschle, ancien leader de la majorité au Sénat des États-Unis
- David Miliband, député du Parlement du Royaume-Uni
- Ashley Judd, actrice et activiste humanitaire

***Michael Elliott* : Que devrait faire la communauté internationale pour appuyer le développement des États comme le Zimbabwe?**

Morgan Tsvangirai

- Le leadership aide à déterminer si un pays se sortira de la pauvreté ou non.
- Il s'est opéré un changement de paradigme en Afrique au cours des 10 dernières années.
- On peut s'attaquer aux problèmes comme le VIH avec l'aide humanitaire internationale.
- Il faut aider les États à relever eux-mêmes leurs problèmes. Il faut donner aux communautés locales les moyens et le pouvoir de régler leurs propres problèmes.

***Michael Elliott* : Washington est-elle consciente du fait que l'aide humanitaire « intelligente » a eu des résultats avantageux concrets?**

Tom Daschle

- Les politiciens des États-Unis et d'autres pays ont davantage tendance à s'attarder aux questions nationales et locales plutôt qu'aux problèmes internationaux.

- Il faudrait présenter les avantages de l'aide humanitaire.
- Les États-Unis devraient aider les pays en développement à se prendre en main.
- L'aide humanitaire peut être un dossier bipartisan.

Michael Elliott : Les Américains sont-ils conscients du fait que l'aide humanitaire « intelligente » a eu des résultats avantageux concrets?

Ashley Judd

- Lorsque l'on informe la population au sujet des avantages de l'aide humanitaire, il est important de présenter le « récit » de la pauvreté, d'utiliser les médias sociaux efficacement et de sensibiliser les jeunes.
- La pauvreté doit être synonyme de résilience et d'espoir.
- Il est possible, à de nombreux moments dans le « récit » – ou parcours –, de faire passer la pauvreté d'une expérience négative à une expérience positive.

Michael Elliott : Quelles leçons a-t-on tirées des efforts des 20 dernières années pour prévenir la pauvreté?

David Miliband

- Le débat a changé au cours des 20 dernières années. On met désormais l'accent sur le développement et le commerce plutôt que sur l'aide, et la responsabilité relève désormais des pays pauvres plutôt que des pays occidentaux et des pays qui offrent leur aide.
- Les gouvernements occidentaux se retirent, en partie en raison de « l'épuisement » associé à l'aide et au développement. Alors que l'Occident se retire, d'autres pays, notamment la Chine, prennent la relève.
- La société civile doit faire davantage de pressions.

Michael Elliott : Pourquoi les gouvernements occidentaux se retirent-ils de l'aide humanitaire?

Tom Daschle

- Les gouvernements occidentaux se retirent de l'aide humanitaire en raison de leur situation économique et des expériences en Iraq et en Afghanistan.
- Alors que les gouvernements occidentaux se retirent de l'aide humanitaire, la participation du secteur privé prend de l'ampleur.
- Les partenariats public-privé font partie de l'équation de l'aide humanitaire.
- Peu de débats sont tenus au sujet de l'aide humanitaire.

Michael Elliott : Quelle est l'importance des partenariats entre les donateurs et les prestataires d'aide humanitaire?

Morgan Tsvangirai

- Les intérêts communs ont une grande influence dans l'établissement de partenariats.

Michael Elliott : Que peut-on dire au sujet des « multiples points d'intervention » ?

Ashley Judd

- L'empathie est très importante.
- C'est le récit de la pauvreté qui touche les personnes.
- Nous sommes tous citoyens du monde.

LA PROCHAINE ADMINISTRATION ET LE RÔLE DES ÉTATS-UNIS DANS LE MONDE

Richard Wolffe, de MSNBC, a dirigé la discussion entre les personnes suivantes :

- L'honorable Madeleine Albright, ancienne secrétaire d'État américaine et présidente du NDI
- L'honorable Michèle Flournoy, ancienne secrétaire adjointe à la Défense chargée de la politique
- La sénatrice Dianne Feinstein, Sénat des États-Unis
- L'honorable Jacob Lew, chef d'état-major à la Maison-Blanche
- L'honorable Tim Roemer, ancien membre de la Chambre des représentants des États-Unis
- L'honorable James Steinberg, ancien secrétaire d'État adjoint

Richard Wolffe : Que peut-on dire au sujet de la posture des États-Unis dans le monde?

Jacob Lew

- Rien ne justifiait l'engagement des États-Unis sur la scène internationale il y a 10 ans. Aujourd'hui, les États-Unis jouent un rôle indispensable dans les affaires internationales.
- Les États-Unis cherchent à reprendre leur place sur l'échiquier international.
- En 2008, le président Obama était confronté à de grands défis, notamment des guerres, des relations tendues avec les pays alliés, une crise financière et économique mondiale. Aujourd'hui, la guerre en Iraq est terminée, Oussama ben Laden est mort et les talibans ont été repoussés en Afghanistan.

- La région de l'Asie-Pacifique est importante pour les États-Unis en ce qui concerne la sécurité et la prospérité.
- Les États-Unis sont en train de « maîtriser » leur pouvoir économique, grâce, en partie, à la conclusion d'accords de libre-échange, à l'augmentation des échanges et de la collaboration en matière de recherche et développement, et à l'aide qu'ils apportent pour protéger la dignité des peuples partout dans le monde.
- À titre de pays le plus riche du monde, les États-Unis ont l'obligation morale de venir en aide aux autres.

***Richard Wolffe* : Les États-Unis sont-ils dotés de « l'infrastructure internationale » nécessaire pour régler les problèmes?**

Madeleine Albright

- Grâce à la technologie, il est possible de tout savoir sur tout ce qui se passe dans le monde.
- Certaines institutions créées au XX^e siècle ne fonctionnent pas bien dans le contexte actuel. De nombreuses institutions ne jouissent pas de la confiance des personnes intéressées.
- Le système a été mis en place pour aider des États, mais, aujourd'hui, les États ne sont pas les seuls acteurs puisque les organismes non gouvernementaux, par exemple, ont un rôle à jouer.
- La solution à de nombreux problèmes repose sur la participation de nombreux pays et d'un grand éventail d'intervenants.

***Richard Wolffe* : Quelles sont les limites du leadership des États-Unis en ce qui concerne le Printemps arabe?**

Michèle Flournoy

- Le défi en Syrie est énorme.
- Le président Obama a tenté de mettre en œuvre la notion du « pouvoir intelligent ».

***Richard Wolffe* : La relance diplomatique relève-t-elle de la rhétorique?**

James Steinberg

- On tente de « repenser » la manière dont les États-Unis abordent la diplomatie et le développement.

***Richard Wolffe* : Que peut-on dire au sujet de la situation au Moyen-Orient?**

Dianne Feinstein

- Le Pakistan est une puissance nucléaire possédant plusieurs dizaines de missiles.
- La situation en Syrie est critique, tout comme celle en Égypte.

•
Richard Wolffe : Quels outils pourraient utiliser les États-Unis pour influencer l'Iraq?

Tim Roemer

- Les États-Unis rassemblent des alliés selon les enjeux et fait appel autant au pouvoir de contraindre qu'au pouvoir de convaincre.

James Steinberg

- L'émergence de nouvelles puissances ne se fait pas au détriment des États-Unis.

Richard Wolffe : Y a-t-il des différences notables entre la politique étrangère de Barack Obama et celle de Mitt Romney?

Dianne Feinstein

- Les États-Unis doivent établir des relations étroites avec la Chine. Rien ne saurait justifier que les deux pays ne soient pas alliés.

Madeleine Albright

- Il y a des différences entre la politique étrangère d'Obama et celle de Romney.
- L'équipe de Romney vit dans un autre siècle, et le candidat a une vision étroite, voire réductrice, de la notion de « sécurité ».

Tim Roemer

- Le président Obama et le candidat Mitt Romney ont des opinions différentes sur la politique étrangère.

Richard Wolffe : Compte tenu des pressions budgétaires aux États-Unis, de quelle manière le développement peut-il « survivre »?

Michèle Flournoy

- Il y aura des défis à relever au Congrès, mais certaines « communautés » aux États-Unis appuient le développement.

***Richard Wolffe* : Que peut-on dire au sujet du virage vers l'Asie?**

James Steinberg

- Tout est en place pour que l'Asie occupe un nouveau rôle au cours des prochaines décennies, et les États-Unis doivent y avoir une présence.
- L'Inde est un acteur de plus en plus important dans la région de l'Asie-Pacifique.

***Richard Wolffe* : Que peut-on dire au sujet de l'Iran?**

Dianne Feinstein

- Il faut empêcher que l'Iran ne devienne une puissance militaire dotée de l'armée nucléaire.

***Richard Wolffe* : Que peut-on dire au sujet de l'Inde?**

Tim Roemer

- Il faut trouver un équilibre dans la politique étrangère. Le fait de retrouver un équilibre ne correspond pas à un virage.
- Les États-Unis ne devraient pas oublier l'Union européenne, le Mexique, le Canada et d'autres pays et régions.
- Les États-Unis devraient collaborer plus étroitement avec l'Inde, mais aussi avec d'autres pays de l'Asie-Pacifique.

Madeleine Albright

- La politique économique doit comprendre plus d'intervenants, y compris le secteur privé.
- Il faut adapter le système à tous les nouveaux intervenants.

Respectueusement soumis,

L'honorable Janis G. Johnson, sénatrice Gord Brown, député

Coprésidente
Groupe interparlementaire
Canada–États-Unis

Coprésident
Groupe interparlementaire
Canada–États-Unis

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Groupe interparlementaire Canada– États-Unis
ACTIVITÉ	Congrès national du Parti démocratique
DESTINATION	Charlotte, Caroline du Nord, États-Unis d'Amérique
DATES	du 3 au 6 septembre 2012
DÉLÉGATION	
SÉNAT	L'honorable Janis G. Johnson, sénatrice, coprésidente
CHAMBRE DES COMMUNES	M. Gordon Brown, député, coprésident
PERSONNEL	M ^{me} June Dewetering, conseillère principale
TRANSPORT	3 899,82 \$
HÉBERGEMENT	2 095,35 \$
GRATUITÉS	Ø \$
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	1 212,17 \$
CADEAUX OFFICIELS	Ø \$
DIVERS/FRAIS D'INSCRIPTION	1 588,52 \$
TOTAL	8 795,86 \$